

# finances

33 Déclaration de responsabilité de la direction 34 Rapport des vérificateurs 35 États consolidés des résultats 35 États consolidés des bénéfices non répartis 36 Bilans consolidés 37 États consolidés des flux de trésorerie 38 Notes afférentes aux états financiers consolidés 48 Rétrospective des onze derniers exercices 50 Résultats trimestriels

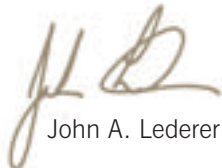
#### DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés et de tous les autres renseignements figurant dans le rapport annuel relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Outre le fait de devoir formuler des jugements et de faire les estimations nécessaires afin de dresser les états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, il incombe à la direction, dans le cadre de ses responsabilités, de procéder au choix et à l'application systématique de principes et de méthodes comptables appropriés. Il lui appartient également de veiller à ce que les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel concordent avec les données figurant dans les états financiers consolidés.

La direction maintient un système de contrôles internes de façon à fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé et que l'information financière produite est pertinente et fiable. Les vérificateurs internes, qui sont des employés de la société, examinent et évaluent les contrôles internes pour le compte de la direction, de concert avec les vérificateurs indépendants. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par KPMG s.r.l., vérificateurs indépendants, dont le rapport suit. Les honoraires versés à KPMG s.r.l. pour l'exécution de la vérification des états financiers consolidés de 2001 se sont élevés à 1,4 million de dollars. Les honoraires supplémentaires versés à KPMG s.r.l. en 2001 pour des services professionnels autres que la vérification se sont élevés à 0,3 million de dollars.

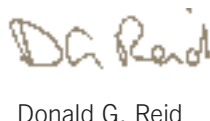
Par l'entremise du comité de vérification, qui se compose uniquement d'administrateurs n'appartenant pas au personnel de la société, le Conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement des états financiers consolidés et du contrôle financier de l'exploitation. Le comité de vérification recommande les vérificateurs indépendants devant être nommés par les actionnaires. Ce comité tient régulièrement des réunions auxquelles participent les membres de la direction responsables des finances, les vérificateurs internes et externes afin de discuter de points touchant les contrôles internes, la vérification et la communication de l'information financière. Les vérificateurs indépendants et les vérificateurs internes ont accès sans réserve au comité de vérification. Le comité de vérification examine les états financiers consolidés ainsi que l'analyse par la direction avant que le Conseil d'administration ne les approuve en vue de leur publication dans le rapport annuel.

Le président,



John A. Lederer

Le vice-président exécutif,



Donald G. Reid

Le vice-président principal, contrôleur,



Stephen A. Smith

Toronto, Canada, le 4 mars 2002

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS**

Aux actionnaires de Les Compagnies Loblaw limitée

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Les Compagnies Loblaw limitée au 29 décembre 2001 et au 30 décembre 2000 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices de 52 semaines terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 29 décembre 2001 et au 30 décembre 2000, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés Toronto, Canada, le 4 mars 2002

## États consolidés des résultats

| 52 semaines terminées le 29 décembre 2001 (en millions de dollars)             | 2001             | 2000             |
|--|------------------|------------------|
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>  | <b>21 486 \$</b> | <b>20 121 \$</b> |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>  |                  |                  |
| Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration              | 20 035           | 18 862           |
| Amortissement corporel   | 315              | 283              |
|  | <u>20 350</u>    | <u>19 145</u>    |
| <b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>   | <b>1 136</b>     | <b>976</b>       |
| Intérêts débiteurs (créditeurs)  |                  |                  |
| Dette à court terme  | (50)             | (29)             |
| Dette à long terme   | 208              | 172              |
|  | <u>158</u>       | <u>143</u>       |
| <b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS</b>   | <b>978</b>       | <b>833</b>       |
| Impôts sur les bénéfices (note 6)  |                  |                  |
| Charge   | 373              | 321              |
| Autre  | (1)              | (4)              |
|  | <u>372</u>       | <u>317</u>       |
| <b>BÉNÉFICE AVANT LES CHARGES AU TITRE DE L'ÉCART D'ACQUISITION</b>            | <b>606</b>       | <b>516</b>       |
| Charges au titre de l'écart d'acquisition, après impôts de 1 \$ (1 \$ en 2000) | 43               | 43               |
|  | <u>563 \$</u>    | <u>473 \$</u>    |
| <b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE (EN DOLLARS)</b>                          |                  |                  |
| De base  | 2,04 \$          | 1,71 \$          |
| Dilué (note 2)   | 2,03 \$          | 1,70 \$          |
| De base avant les charges au titre de l'écart d'acquisition                    | 2,20 \$          | 1,87 \$          |

## États consolidés des bénéfices non répartis

| 52 semaines terminées le 29 décembre 2001 (en millions de dollars)                               | 2001            | 2000            |
|--|-----------------|-----------------|
| <b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>   | <b>1 930 \$</b> | <b>1 721 \$</b> |
| Incidence de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 1)                                  |                 | (152)           |
| Bénéfice net de l'exercice   | 563             | 473             |
| Prime au rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 10)                             | (1)             | (12)            |
| Paiements nets en espèces au titre du régime d'options d'achat d'actions, après impôts (note 10) | (7)             | (3)             |
| Dividendes déclarés, par action ordinaire – 40 ¢ (35 ¢ en 2000)                                  | (110)           | (97)            |
|  | <u>2 375 \$</u> | <u>1 930 \$</u> |
| <b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>   |                 |                 |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## Bilans consolidés

| au 29 décembre 2001 (en millions de dollars)                      | 2001             | 2000            |
|---|------------------|-----------------|
| <b>ACTIF</b>  |                  |                 |
| Actif à court terme   |                  |                 |
| Espèces et quasi-espèces (note 3)                                 | 575 \$           | 686 \$          |
| Placements à court terme (note 3)                                 | 426              | 364             |
| Débiteurs (notes 4 et 5)  | 472              | 381             |
| Stocks  | 1 512            | 1 310           |
| Impôts sur les bénéfices futurs (note 6)                          | 73               | 114             |
| Frais payés d'avance et autres actifs                             | 28               | 61              |
|   | <u>3 086</u>     | <u>2 916</u>    |
| Immobilisations (note 8)  | 4 931            | 4 174           |
| Écart d'acquisition   | 1 599            | 1 641           |
| Placements dans des franchises et autres sommes à recevoir        | 285              | 189             |
| Impôts sur les bénéfices futurs (note 6)                          | 26               | 42              |
| Autres actifs   | 81               | 63              |
|   | <u>10 008 \$</u> | <u>9 025 \$</u> |
| <b>PASSIF</b>   |                  |                 |
| Passif à court terme  |                  |                 |
| Dette bancaire  | 95 \$            | 203 \$          |
| Effets commerciaux  | 191              | 427             |
| Créditeurs et charges à payer                                     | 2 291            | 2 240           |
| Impôts sur les bénéfices exigibles                                | 138              | 78              |
| Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 9) | 81               | 259             |
|   | <u>2 796</u>     | <u>3 207</u>    |
| Dette à long terme (note 9)                                       | 3 333            | 2 377           |
| Impôts sur les bénéfices futurs (note 6)                          | 49               | 78              |
| Autres passifs  | 261              | 239             |
|   | <u>6 439</u>     | <u>5 901</u>    |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>   |                  |                 |
| Capital-actions ordinaires (note 10)                              | 1 194            | 1 194           |
| Bénéfices non répartis  | 2 375            | 1 930           |
|   | <u>3 569</u>     | <u>3 124</u>    |
|   | <u>10 008 \$</u> | <u>9 025 \$</u> |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,



W. Galen Weston  
Administrateur



T. Iain Ronald  
Administrateur

## États consolidés des flux de trésorerie

| 52 semaines terminées le 29 décembre 2001 (en millions de dollars)  | 2001           | 2000           |
|---|----------------|----------------|
| <b>EXPLOITATION</b>   |                |                |
| Bénéfice net  | 563 \$         | 473 \$         |
| Amortissement   | 359            | 327            |
| Impôts sur les bénéfices futurs   | 44             | 49             |
| Autre   | 4              | 13             |
|   | <u>970</u>     | <u>862</u>     |
| Variation du fonds de roulement hors caisse   | (95)           | (16)           |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant ce qui suit :  | <u>875</u>     | <u>846</u>     |
| Restructuration des acquisitions et autres charges,<br>y compris les récupérations d'impôts sur les bénéfices             | (50)           | (61)           |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>   | <u>825</u>     | <u>785</u>     |
| <b>INVESTISSEMENT</b>   |                |                |
| Acquisitions d'immobilisations  | (1 108)        | (943)          |
| Placements à court terme  | (62)           | (119)          |
| Produit tiré de la vente d'immobilisations  | 44             | 16             |
| Variation des placements dans des franchises, d'autres sommes<br>à recevoir et des sommes à recevoir sur cartes de crédit | (128)          | (10)           |
| Variation nette d'autres éléments   | (27)           | 3              |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>   | <u>(1 281)</u> | <u>(1 053)</u> |
| <b>FINANCEMENT</b>  |                |                |
| Effets commerciaux  | (236)          | (1)            |
| Dette à long terme (note 9)   |                |                |
| – émise   | 1 040          | 760            |
| – remboursée  | (252)          | (113)          |
| Capital-actions ordinaires (note 10)  |                |                |
| – émis  |                | 12             |
| – racheté   | (1)            | (13)           |
| Dividendes  | (110)          | (69)           |
| Autre   | 12             | (10)           |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>   | <u>453</u>     | <u>566</u>     |
| Variation de l'encaisse   | (3)            | 298            |
| Encaisse au début de l'exercice   | 483            | 185            |
| <b>ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>  | <u>480 \$</u>  | <u>483 \$</u>  |

## Tableau complémentaire aux états consolidés des flux de trésorerie

| 52 semaines terminées le 29 décembre 2001 (en millions de dollars) | 2001          | 2000          |
|--|---------------|---------------|
| <b>LIQUIDITÉS</b>  |               |               |
| Encaisse   | 480 \$        | 483 \$        |
| Placements à court terme   | 426           | 364           |
| Effets commerciaux   | (191)         | (427)         |
| Liquidités   | <u>715 \$</u> | <u>420 \$</u> |
| <b>AUTRES DONNÉES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE</b>                   |               |               |
| Intérêts payés, montant net  | 191 \$        | 161 \$        |
| Impôts sur les bénéfices payés, montant net                        | 277 \$        | 192 \$        |

L'encaisse s'entend des espèces et quasi-espèces, moins la dette bancaire.  
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

52 semaines terminées le 29 décembre 2001 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

### Note 1. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

**PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION** Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée et ceux de ses filiales (« la société »). La participation réelle de la société dans le capital-actions comportant droit de vote des filiales est de 100 %.

**CONSTATATION DES PRODUITS** Le chiffre d'affaires comprend les produits tirés des ventes au détail conclues avec les clients des magasins détenus par la société et les produits tirés des ventes conclues avec des magasins franchisés, des magasins associés et avec des marchands indépendants, ainsi que les frais de service que ceux-ci versent à la société. Il exclut les ventes intersociétés. La société constate les produits au moment de la vente à son client.

**BÉNÉFICE NET PAR ACTION (« BPA »)** À compter du 31 décembre 2000, la société a adopté la nouvelle norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« l'ICCA ») relative au BPA. La norme a été appliquée rétroactivement avec retraitement des états financiers consolidés de l'exercice précédent. La nouvelle norme exige la présentation du BPA de base et du BPA dilué dans les états consolidés des résultats, quelle que soit l'importance de l'écart entre les deux montants, calculés selon la méthode du rachat d'actions.

Le BPA de base est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice.

**COMPENSATION PAR L'ENCAISSE** Les soldes d'encaisse, à l'égard desquels la société a la possibilité et une intention de compensation, servent à réduire la dette bancaire inscrite.

**QUASI-ESPÈCES** Les quasi-espèces sont des placements très liquides échéant dans un délai de moins de 90 jours.

#### CONVENTIONS COMPTABLES RELATIVES AUX CARTES DE CRÉDIT

**I) SOMMES À RECEVOIR SUR CARTES DE CRÉDIT** Les sommes à recevoir sur cartes de crédit sont inscrites après déduction d'une provision pour pertes sur créances.

Les intérêts facturés aux clients, compris dans le bénéfice d'exploitation de la société, sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice. Une somme à recevoir sur carte de crédit est classée comme douteuse lorsque, de l'avis de la direction, la qualité de la créance s'est détériorée au point où il n'y a plus d'assurance raisonnable quant au recouvrement de la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. Les sommes à recevoir sur cartes de crédit dont les intérêts ou le capital sont en souffrance depuis 90 jours selon les dispositions du contrat sont automatiquement comptabilisées comme douteuses. Toute somme à recevoir sur carte de crédit dont le paiement est en souffrance depuis 180 jours selon les dispositions du contrat est radiée.

**II) PROVISIONS POUR PERTES SUR CRÉANCES** La société par l'entremise de la Banque le Choix du Président (« la Banque »), filiale en propriété exclusive de la société, tient un compte de provision pour pertes sur créances que la direction estime suffisant pour compenser toutes les pertes sur créances au titre des postes du bilan et des postes hors bilan. La provision pour pertes sur créances est déduite de la catégorie d'actifs en cause.

Des provisions générales sont établies pour compenser les pertes sur créances probables sur les risques globaux. La provision générale est fonction de l'analyse du rendement antérieur, du niveau de la provision déjà établie et du jugement de la direction.

Le montant de la provision pour pertes sur créances qui est imputé aux états consolidés des résultats est la perte nette sur créances pour l'exercice.

**III) TITRISATION** Lorsque la Banque vend des sommes à recevoir sur cartes de crédit lors d'une opération de titrisation, elle conserve des droits de service et un compte de réserve de caisse, qui représente une partie des droits conservés dans les sommes à recevoir titrisées. Tout gain ou perte sur la vente de ces sommes à recevoir dépend en partie de la valeur comptable antérieure des sommes à recevoir visées par le transfert, répartie entre les actifs vendus et les droits conservés d'après la juste valeur relative à la date du transfert. La juste valeur marchande est déterminée à l'aide de modèles financiers. Tout gain ou perte sur une vente est constaté au moment de la titrisation.

**STOCKS** Les stocks des magasins de détail sont inscrits au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, moins la marge bénéficiaire normale, selon le moins élevé des deux. Les stocks de gros sont inscrits au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le prix coûtant est déterminé essentiellement selon la méthode de l'épuisement successif.

**IMMOBILISATIONS** Les immobilisations sont inscrites au coût, qui comprend les intérêts capitalisés. L'amortissement est calculé essentiellement selon la méthode linéaire de façon à amortir le coût de ces actifs sur leur durée d'utilisation estimative prévue. La durée d'utilisation estimative prévue varie de 20 à 40 ans dans le cas des bâtiments et de 3 à 10 ans dans le cas du matériel et des agencements. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée d'utilisation prévue du bien ou la durée du contrat de location, si cette durée est plus courte.

**ÉCART D'ACQUISITION** L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition de l'entreprise acquise sur la juste valeur des actifs corporels nets sous-jacents acquis à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est amorti selon la méthode linéaire en fonction, pour chaque acquisition, de la durée estimative de l'avantage. La période d'amortissement moyenne pondérée restante est de 37 ans. Toute moins-value durable, fondée sur les flux de trésorerie prévus, est imputée aux résultats.

**CONVERSION DES DEVICES** Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de chacun des exercices. Les gains ou pertes de change découlant de la conversion sont pris en compte dans le bénéfice net de l'exercice courant. Les produits et charges libellés en devises sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice.

**INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS** La société a recours à des instruments dérivés sur taux d'intérêt, à des instruments dérivés sur devises et à des contrats à terme de capitaux propres pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et du cours du marché de ses actions ordinaires. Les gains ou pertes matérialisés sur les instruments dérivés sur taux d'intérêt sont compris dans les intérêts débiteurs. Les gains ou pertes non matérialisés sur les instruments dérivés sur devises sont compensés par les gains ou pertes non matérialisés sur les actifs nets de la société libellés en devises. L'écart de change non matérialisé net est porté aux états consolidés des résultats. Les gains ou pertes non matérialisés sur les contrats à terme de capitaux propres se rapportant aux opérations prévues sont reportés.

**IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES** À compter du 2 janvier 2000, la société a adopté la nouvelle norme de l'ICCA relative à la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. La norme a été appliquée rétroactivement sans retraitement des états financiers consolidés de l'exercice précédent. L'effet cumulatif de l'adoption de cette norme a été de réduire les bénéfices non répartis de 22 \$. Aux termes de la nouvelle norme comptable relative aux impôts sur les bénéfices, la notion d'impôts reportés est remplacée par la méthode axée sur le bilan. En vertu de la méthode axée sur le bilan, les impôts sur les bénéfices futurs sont constatés pour tenir compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et des passifs de la société par application des taux d'imposition et des lois fiscales devant s'appliquer aux périodes au cours desquelles les écarts devraient se résorber.

**RÉGIMES DE RETRAITE, AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET POSTÉRIEURS À L'EMPLOI** À compter du 2 janvier 2000, la société a adopté la nouvelle norme de l'ICCA relative à la comptabilisation des avantages sociaux futurs. La norme a été appliquée rétroactivement sans retraitement des états financiers consolidés de l'exercice précédent. L'effet cumulatif de l'adoption de cette norme a été de réduire les bénéfices non répartis de 130 \$ (après impôts futurs de 100 \$). En vertu de la nouvelle norme, les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées, des avantages complémentaires de retraite tels que les régimes d'assurance-santé, d'assurance-vie et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont constatés par régularisation dès qu'ils sont gagnés, d'après des évaluations actuarielles. Les actifs des régimes de retraite sont évalués à la valeur marchande. Le coût des services passés provenant des modifications apportées à un régime et l'excédent du gain actuariel net (de la perte actuarielle nette) sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la valeur marchande des actifs du régime si ce montant est supérieur, sont amortis, selon la méthode linéaire, sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe d'employés actifs. Les avantages sociaux futurs sont calculés en fonction des taux d'intérêt du marché des titres de créance de haute qualité. Le coût des avantages en vertu des régimes de retraite à cotisations déterminées est passé en charges à mesure que les cotisations sont versées. Les régimes interentreprises de retraite à prestations déterminées sont comptabilisés comme s'il s'agissait de régimes à cotisations déterminées.

**RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS** La société a établi un régime d'options d'achat d'actions comme il est décrit à la note 10. La contrepartie versée par les employés à la levée d'une option d'achat d'actions est créditée au capital-actions ordinaires. En ce qui concerne les employés qui ont choisi de recevoir un montant en espèces, l'excédent du cours du marché des actions ordinaires à la date de levée sur le prix de l'option d'achat d'actions déterminé, déduction faite des impôts et taxes s'y rapportant, est imputé aux bénéfices non répartis.

**ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES** La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur les connaissances optimales que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir.

### Note 2. Bénéfice net dilué par action ordinaire

|   | 2001         |  |                                 | 2000         |  |                                 |
|---|--------------|--|---------------------------------|--------------|--|---------------------------------|
|   | Bénéfice net | Nombre moyen pondéré d'actions (en millions) | Montant par action (en dollars) | Bénéfice net | Nombre moyen pondéré d'actions (en millions) | Montant par action (en dollars) |
| Bénéfice net de base par action             | 563 \$       | 276,2  | 2,04 \$                         | 473 \$       | 276,0  | 1,71 \$                         |
| Effet dilutif des options d'achat d'actions |              | 1,9  | (0,01)                          |              | 1,6  | (0,01)                          |
| Bénéfice net dilué par action               | 563 \$       | 278,1  | 2,03 \$                         | 473 \$       | 277,6  | 1,70 \$                         |

### Note 3. Espèces, quasi-espèces et placements à court terme

Les espèces, les quasi-espèces, les placements à court terme, la dette bancaire et le programme d'effets commerciaux de la société font partie intégrante de la gestion de la trésorerie de cette dernière.

À la fin de l'exercice, la société disposait de 993 \$ (1 037 \$ en 2000) constitués d'espèces, de quasi-espèces et de placements à court terme détenus par Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron »), filiale en propriété exclusive de la société à la Barbade. Les placements à court terme sont inscrits au coût ou à la valeur à la cote, selon le moins élevé des deux, et se composent essentiellement de titres du gouvernement des États-Unis, d'effets commerciaux, de dépôts bancaires et de conventions de rachat. Les produits de 50 \$ (55 \$ en 2000) tirés de ces placements ont été portés en réduction des intérêts débiteurs à court terme.

### Note 4. Sommes à recevoir sur cartes de crédit

Les sommes à recevoir sur cartes de crédit incluses dans les débiteurs se ventilent comme suit :

|   | 2001   |
|---|--------|
| Sommes à recevoir sur cartes de crédit              | 166 \$ |
| Montant titrisé                                     | (112)  |
| Sommes à recevoir sur cartes de crédit, montant net | 54 \$  |

## Note 5. Titrisation

Au cours de 2001, la société a reçu des rentrées nettes de 111 \$ (plus des droits conservés de 1 \$) relativement à la titrisation des sommes à recevoir sur cartes de crédit, procurant un gain minime, compte tenu d'un passif de gestion de 3 \$, sur la vente initiale. Le tableau suivant présente les hypothèses économiques clés utilisées aux fins du calcul du gain de titrisation :

|  | 2001  |
|--|-------|
| Taux de paiement (mensuellement)                       | 50 %  |
| Pertes prévues sur créances (annuellement)             | 3,5 % |
| Flux de trésorerie résiduels actualisés (annuellement) | 18 %  |

## Note 6. Impôts sur les bénéfiques

Le taux d'imposition effectif de la société figurant dans les états consolidés des résultats est inférieur au taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial canadien pour les raisons suivantes :

|  | 2001   | 2000   |
|--|--------|--------|
| Taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial canadien                                   | 41,2 % | 42,5 % |
| Diminution nette résultant de ce qui suit :  |        |        |
| Exploitation dans des pays où les taux d'imposition effectifs sur les bénéfiques sont moins élevés | (3,0)  | (3,4)  |
| Montants non imposables, y compris les gains/pertes en capital                                     | (0,2)  | (0,5)  |
| Modifications pratiquement en vigueur des taux d'imposition sur les bénéfiques                     | (0,1)  | (0,5)  |
| Taux d'imposition effectif avant les charges au titre de l'écart d'acquisition                     | 37,9   | 38,1   |
| Charges au titre de l'écart d'acquisition non déductibles  | 1,8    | 2,0    |
| Taux d'imposition effectif   | 39,7 % | 40,1 % |

L'incidence cumulative des modifications des taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens sur les actifs et passifs d'impôts futurs est incluse dans les états financiers consolidés au moment où la modification entre pratiquement en vigueur. En 2001, l'effet de la réduction du taux d'imposition provincial de l'Ontario de 1,5 % pour chacune des années 2002, 2003, 2004 et 2005 s'est reflété par une baisse de 1 \$ de la charge d'impôts futurs. En 2000, les effets de la réduction du taux d'imposition fédéral canadien de 1 % en 2001 et de 2 % pour chacune des années 2002, 2003 et 2004 et de la réduction du taux d'inclusion des gains/pertes en capital des trois quarts aux deux tiers de l'ensemble des gains/pertes en capital réalisés après le 27 février 2000, et des deux tiers à la moitié de l'ensemble des gains/pertes en capital réalisés après le 18 octobre 2000, ainsi que les modifications annoncées dans les budgets provinciaux de l'Ontario et de l'Alberta, se sont reflétés par une baisse de 4 \$ de la charge d'impôts futurs.

L'incidence sur les impôts sur les bénéfiques des écarts temporaires qui ont été à la base d'une partie importante des actifs et passifs d'impôts futurs se présente comme suit :

|   | 2001          | 2000          |
|---|---------------|---------------|
| <b>Actifs d'impôts futurs</b>                                     |               |               |
| Créditeurs et charges à payer                                     | 69 \$         | 105 \$        |
| Dette à long terme (y compris la tranche échéant à moins d'un an) | 14            | 20            |
| Autres passifs  | 51            | 28            |
| Report prospectif de pertes (expirant en 2008)                    | 20            | 10            |
| Autre   |               | 3             |
|   | <u>154 \$</u> | <u>166 \$</u> |
| <b>Passifs d'impôts futurs</b>                                    |               |               |
| Immobilisations   | 97 \$         | 76 \$         |
| Autre   | 7             | 12            |
|   | <u>104 \$</u> | <u>88 \$</u>  |

**Note 7. Régimes de retraite, avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi**

La société propose un certain nombre de régimes à prestations déterminées et de régimes à cotisations déterminées offrant des prestations de retraite ainsi que des avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi à la plupart de ses employés. La société participe également à un régime interentreprises de retraite à prestations déterminées.

Les informations relatives aux régimes à prestations déterminées de la société autres que le régime interentreprises à prestations déterminées, pris collectivement, se présentent comme suit :

|   | 2001                |                | 2000                |                |
|---|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
|   | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| <b>Actifs des régimes</b>                               |                     |                |                     |                |
| Juste valeur au début de l'exercice                     | 834 \$              | 13 \$          | 732 \$              | 12 \$          |
| Rendement réel des actifs des régimes                   | (95)                | 1              | 170                 | 1              |
| Cotisations de l'employeur                              | 6                   | 10             | 8                   | 8              |
| Cotisations des employés                                | 2                   |                | 2                   |                |
| Prestations versées                                     | (51)                | (8)            | (49)                | (8)            |
| Gain découlant d'un règlement                           | (3)                 |                | (27)                |                |
| Autre   | (3)                 |                | (2)                 |                |
| Juste valeur à la fin de l'exercice                     | 690 \$              | 16 \$          | 834 \$              | 13 \$          |
| <b>Obligations au titre des prestations constituées</b> |                     |                |                     |                |
| Solde au début de l'exercice                            | 690 \$              | 99 \$          | 741 \$              | 101 \$         |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice         | 21                  | 5              | 23                  | 6              |
| Intérêts débiteurs                                      | 48                  | 7              | 49                  | 6              |
| Prestations versées                                     | (51)                | (8)            | (49)                | (8)            |
| Gains actuariels  | (18)                |                | (45)                | (6)            |
| Modifications des régimes                               | 5                   |                |                     |                |
| Gain découlant d'un règlement                           | (3)                 |                | (29)                |                |
| Solde à la fin de l'exercice                            | 692 \$              | 103 \$         | 690 \$              | 99 \$          |
| <b>Situation de capitalisation</b>                      |                     |                |                     |                |
| (Déficit) excédent net au titre des régimes             | (2)\$               | (87)\$         | 144 \$              | (86)\$         |
| Coût non amorti des services passés                     | 4                   |                |                     |                |
| Gains actuariels nets non amortis                       | (11)                | (5)            | (159)               | (6)            |
| Passif net au titre des prestations constituées         | (9)\$               | (92)\$         | (15)\$              | (92)\$         |
| <b>Charge nette au titre des régimes</b>                |                     |                |                     |                |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice         | 19 \$               | 5 \$           | 21 \$               | 6 \$           |
| Intérêts débiteurs                                      | 48                  | 7              | 49                  | 6              |
| Rendement prévu des actifs des régimes                  | (65)                | (1)            | (55)                | (1)            |
| Amortissement des gains actuariels nets                 | (6)                 | (1)            |                     |                |
| Gain découlant d'un règlement                           |                     |                | (2)                 |                |
| (Revenu net) charge nette au titre des régimes          | (4)\$               | 10 \$          | 13 \$               | 11 \$          |

À la fin de l'exercice, les obligations totales nettes au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite dont les obligations au titre des prestations constituées excédaient la juste valeur des actifs des régimes s'élevaient à 54 \$ (36 \$ en 2000). Les régimes de retraite non enregistrés n'avaient pas d'actifs. Tous les régimes d'avantages complémentaires de retraite de la société, autres que les prestations de retraite et d'invalidité prolongée, n'avaient également pas d'actifs et, à la fin de l'exercice 2001, avaient un déficit total net au titre des régimes de 87 \$ (86 \$ en 2000).

La moyenne pondérée des principales hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations constituées de la société était la suivante :

|  | 2001                |                | 2000                |                |
|--|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
|  | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| Taux d'actualisation                           | 7,5 %               | 7,5 %          | 7 %                 | 7 %            |
| Taux de croissance de la rémunération          | 3,5 %               |                | 3 %                 |                |
| Taux d'augmentation du coût des soins de santé | 4,5 %               |                | 4 %                 |                |

Le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes pour les régimes de retraite et les autres régimes utilisé pour calculer la charge nette au titre des régimes de la société était de 8 % et de 7 % respectivement (8 % et 6,75 % en 2000).

Les obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes ont été déterminées en prenant le 30 septembre comme date d'évaluation.

La charge nette totale relative aux régimes de la société se résume comme suit :

|   | 2001                |                | 2000                |                |
|---|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
|   | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| (Revenu net) charge nette au titre des régimes        |                     |                |                     |                |
| à prestations déterminées                             | (4)\$               | 10 \$          | 13 \$               | 11 \$          |
| Charge au titre des régimes à cotisations déterminées | 5                   |                | 5                   |                |
| Charge au titre du régime interentreprises            | 30                  |                | 25                  |                |
|   | <u>31 \$</u>        | <u>10 \$</u>   | <u>43 \$</u>        | <u>11 \$</u>   |

#### Note 8. Immobilisations

|  | 2001            |                      |                        | 2000            |                      |                        |
|--|-----------------|----------------------|------------------------|-----------------|----------------------|------------------------|
|  | Coût            | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Coût            | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| Propriétés détenues à des fins d'aménagement                             | 248 \$          |                      | 248 \$                 | 217 \$          |                      | 217 \$                 |
| Propriétés en voie d'aménagement   | 206             |                      | 206                    | 192             |                      | 192                    |
| Terrains   | 1 067           |                      | 1 067                  | 923             |                      | 923                    |
| Bâtiments  | 2 576           | 476 \$               | 2 100                  | 2 084           | 428 \$               | 1 656                  |
| Matériel et agencements  | 2 153           | 1 221                | 932                    | 1 866           | 1 032                | 834                    |
| Améliorations locatives  | 565             | 205                  | 360                    | 507             | 177                  | 330                    |
|  | <u>6 815</u>    | <u>1 902</u>         | <u>4 913</u>           | <u>5 789</u>    | <u>1 637</u>         | <u>4 152</u>           |
| Bâtiments et matériel loués en vertu de contrats de location-acquisition | 83              | 65                   | 18                     | 82              | 60                   | 22                     |
|  | <u>6 898 \$</u> | <u>1 967 \$</u>      | <u>4 931 \$</u>        | <u>5 871 \$</u> | <u>1 697 \$</u>      | <u>4 174 \$</u>        |

La tranche des intérêts capitalisés au titre des immobilisations au cours de l'exercice s'est établie à 27 \$ (20 \$ en 2000).

**Note 9. Dette à long terme**

|  | 2001            | 2000            |
|--|-----------------|-----------------|
| <b>Débetures de Les Compagnies Loblaw limitée</b>  |                 |                 |
| Série 5, 10 %, échéant en 2006, encaissables par anticipation annuellement au gré du porteur à compter de 1996 et remboursées au gré de la société en 2001 |                 | 50 \$           |
| Série 8, 10 %, échéant en 2007, remboursables au gré de la société en 2002   | 61 \$           | 61              |
| <b>Débetures de Provigo inc.</b>   |                 |                 |
| Série 1991, 11,25 %, échéant en 2001   |                 | 100             |
| Série 1997, 6,35 %, échéant en 2004  | 100             | 100             |
| Série 1996, 8,70 %, échéant en 2006  | 125             | 125             |
| Autre  | 17              | 22              |
| <b>Billets de Les Compagnies Loblaw limitée</b>  |                 |                 |
| 7,34 %, échéant en 2001  |                 | 100             |
| 6,20 %, billet en fourchette AB, échéant en 2002   | 10              | 10              |
| 6,60 %, échéant en 2003  | 100             | 100             |
| 6,95 %, échéant en 2005  | 200             | 200             |
| 6,00 %, échéant en 2008  | 390             |                 |
| 5,75 %, échéant en 2009  | 125             | 125             |
| 7,10 %, échéant en 2010  | 300             | 300             |
| 6,50 %, échéant en 2011  | 350             |                 |
| 6,00 %, échéant en 2014  | 100             | 100             |
| 7,10 %, échéant en 2016  | 300             |                 |
| 6,65 %, échéant en 2027  | 100             | 100             |
| 6,45 %, échéant en 2028  | 200             | 200             |
| 6,50 %, échéant en 2029  | 175             | 175             |
| 11,40 %, échéant en 2031   |                 |                 |
| – capital  | 151             | 151             |
| – incidence du rachat du coupon  | 1               | 6               |
| 8,75 %, échéant en 2033  | 200             | 200             |
| 6,45 %, échéant en 2039  | 200             | 200             |
| 7,00 %, échéant en 2040  | 150             | 150             |
| Autres titres d'emprunt au taux d'intérêt moyen pondéré de 10,49 %, échéant de 2002 à 2040   | 59              | 61              |
| Total de la dette à long terme   | <u>3 414</u>    | <u>2 636</u>    |
| Moins la tranche échéant à moins d'un an   | 81              | 259             |
|  | <u>3 333 \$</u> | <u>2 377 \$</u> |

Le calendrier de remboursement de la dette à long terme selon l'échéance pour les cinq prochains exercices est le suivant : 81 \$ en 2002, 106 \$ en 2003, 106 \$ en 2004, 215 \$ en 2005, 129 \$ en 2006.

**DÉBENTURES ET BILLETS DE LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE** Au cours de l'exercice 2001, la société a remboursé les 50 \$ de débetures série 5, 10 %, conformément à leurs modalités.

Après la fin de l'exercice 2001, la société a annoncé son intention de rembourser, en 2002, les 61 \$ de débetures série 8, 10 %, échéant en 2007, et a émis 200 \$ de billets portant intérêt au taux de 6,85 % et échéant en 2032.

**DÉBENTURES DE PROVIGO INC. – AUTRE** La somme de 17 \$ (22 \$ en 2000) représente la portion non amortie du redressement de la juste valeur des débetures de Provigo. Ce redressement a été comptabilisé dans le cadre de la répartition du prix d'achat de Provigo et calculé à l'aide de l'écart de crédit moyen de la société, applicable à la durée de vie restante des débetures de Provigo. Il est amorti sur la période à courir jusqu'à l'échéance des débetures de Provigo.

**Note 10. Capital-actions ordinaires** (en dollars)

|  | 2001               | 2000        |
|--|--------------------|-------------|
| Capital-actions ordinaires (en millions de dollars)  | <b>1 194 \$</b>    | 1 194 \$    |
| Actions ordinaires émises et en circulation, autorisées – nombre illimité (nombre d'actions) | <b>276 252 714</b> | 276 245 314 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (nombre d'actions)                  | <b>276 247 689</b> | 276 003 195 |

**RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS** La société maintient un régime d'options d'achat d'actions pour certains employés. Dans le cadre de ce régime, la société peut octroyer des options visant l'achat d'un maximum de 20 400 000 actions ordinaires. Les options d'achat d'actions ont une échéance allant jusqu'à 7 ans, peuvent être levées au prix désigné pour l'action ordinaire et les droits y afférents sont acquis de façon cumulative à raison de 20 % à chaque date d'anniversaire de l'octroi, après le premier anniversaire. Chaque option d'achat d'actions peut être levée pour une action ordinaire de la société au prix établi selon les modalités de l'option ou les titulaires d'options peuvent choisir de recevoir en espèces la plus-value des actions correspondant à l'excédent du cours du marché à la date de levée sur le prix de l'option établi.

En 2001, la société a émis 20 000 actions ordinaires (1 610 949 en 2000) en contrepartie d'un montant en espèces de 0,4 million de dollars (12 millions de dollars en 2000) à la levée d'options d'achat d'actions et payé une plus-value des actions de 8 millions de dollars, déduction faite d'impôts de 6 millions de dollars (7 millions de dollars, déduction faite d'impôts de 5 millions de dollars, en 2000), à l'égard de 513 970 options d'achat d'actions (450 893 en 2000).

La situation et l'activité du régime d'options d'achat d'actions de la société se résument comme suit :

|  | 2001                             |  | 2000                             |  |
|--|----------------------------------|--|----------------------------------|--|
|  | Options<br>(nombre<br>d'actions) | Prix de levée<br>moyen pondéré<br>par action | Options<br>(nombre<br>d'actions) | Prix de levée<br>moyen pondéré<br>par action |
| Options en cours au début de l'exercice            | 5 033 280                        | 28,676 \$                                    | 3 798 072                        | 15,243 \$                                    |
| Octroyées  | 386 190                          | 48,664 \$                                    | 3 484 200                        | 32,102 \$                                    |
| Levées   | (533 970)                        | 24,699 \$                                    | (2 061 842)                      | 9,941 \$                                     |
| Perdues/annulées                                   | (52 600)                         | 31,653 \$                                    | (187 150)                        | 26,235 \$                                    |
| Options en cours à la fin de l'exercice            | <u>4 832 900</u>                 | <u>30,680 \$</u>                             | <u>5 033 280</u>                 | <u>28,676 \$</u>                             |
| Options pouvant être levées à la fin de l'exercice | 1 083 424                        | 25,541 \$                                    | 517 190                          | 19,893 \$                                    |

|                              | Options d'achat d'actions<br>en cours en 2001 |  |  | Options d'achat d'actions<br>pouvant être levées en 2001 |  |
|------------------------------|---|--|--|--|--|
|                              | Nombre<br>d'options<br>en cours               | Moyenne pondérée<br>de la durée<br>contractuelle résiduelle<br>(en années) | Prix de levée<br>moyen pondéré<br>par action | Nombre<br>d'options<br>pouvant<br>être levées            | Prix de levée<br>moyen pondéré<br>par action |
| Fourchette des prix de levée |   |  |  |  |  |
| 14,250 \$ – 24,500 \$        | 1 153 744                                     | 3  | 20,158 \$                                    | 542 886  | 18,681 \$                                    |
| 32,000 \$ – 49,050 \$        | 3 679 156                                     | 5  | 33,980 \$                                    | 540 538  | 32,429 \$                                    |

**OFFRES PUBLIQUES DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCNA »)** En 2001, la société a acquis aux fins d'annulation 12 600 (276 000 en 2000) de ses actions ordinaires pour la somme de 1 million de dollars (13 millions de dollars en 2000), conformément à son OPRCNA. En outre, la société a l'intention de renouveler son OPRCNA dans le but d'acquérir à la Bourse de Toronto, ou de conclure des contrats à terme de capitaux propres dans le but d'acquérir, jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires en circulation. En vertu des règles et règlements de la Bourse de Toronto, la société pourra racheter ses actions ordinaires au cours du marché à la date d'acquisition.

## Note 11. Instruments financiers

**INSTRUMENTS DÉRIVÉS SUR DEVICES** La société a conclu des accords d'instruments dérivés sur devises visant l'échange de titres d'emprunt pour 1 021 \$ CA (915 \$ CA en 2000) contre des titres d'emprunt libellés en dollars US. Ces instruments dérivés constituent une couverture à l'égard des effets des fluctuations des taux de change sur les actifs nets de la société en dollars US, principalement des quasi-espèces et des placements à court terme. Les échéances de ces instruments dérivés s'établissent comme suit : 90 \$ en 2002, 49 \$ en 2003, 344 \$ en 2004, 64 \$ en 2005, et 474 \$ par la suite jusqu'en 2016. Les sommes à recevoir ou à payer au titre des redressements de change découlant de ces instruments dérivés peuvent être réglées en espèces à l'échéance, ou la durée de l'accord peut être prolongée. À la fin de l'exercice, un redressement de change non matérialisé de 96 \$ (57 \$ en 2000) a été pris en compte dans les autres passifs et dans les états consolidés des résultats.

**INSTRUMENTS DÉRIVÉS SUR TAUX D'INTÉRÊT** La société a conclu des accords d'instruments dérivés sur taux d'intérêt visant à convertir un montant nominal de référence net de 883 \$ (693 \$ en 2000) de la dette à taux fixe de 6,88 % (6,95 % en 2000) en une dette à taux variable. Les échéances nettes sont les suivantes : 16 \$ en 2002, 188 \$ en 2003, 281 \$ en 2004, 161 \$ en 2005, et 237 \$ par la suite jusqu'en 2013.

**CONTRATS À TERME DE CAPITAUX PROPRES (EN DOLLARS)** La société a conclu des contrats à terme de capitaux propres afin de gérer les risques découlant des fluctuations du cours de ses actions ordinaires. À la fin de l'exercice, la société avait conclu des contrats à terme de capitaux propres fondés sur 3 300 000 (2 750 200 en 2000) de ses actions ordinaires au prix moyen à terme de 42,70 \$ (38,66 \$ en 2000) l'action. Le choix de la méthode de règlement, en espèces ou en actions ordinaires, est à la discrétion de la société.

**RISQUE DE CONTREPARTIE** Tout changement des taux de change ou d'intérêt sous-jacents ou du cours du marché des actions ordinaires de la société liés aux instruments financiers de la société entraînera des gains et des pertes sur le marché. De plus, la société peut être exposée à des pertes si une contrepartie à ses accords d'instruments dérivés manque à ses engagements. La société a cherché à minimiser les risques de perte en concluant des opérations avec des contreparties jouissant au minimum de la cote de solvabilité A et en limitant les risques auxquels elle peut s'exposer avec une contrepartie donnée. La société a adopté des politiques, des contrôles et des méthodes de présentation de l'information internes facilitant l'évaluation constante et la mise en œuvre de mesures correctives à l'égard de ses opérations sur instruments dérivés. En outre, les montants en capital des instruments dérivés sur devises et des contrats à terme de capitaux propres sont défalqués par convention et il n'y a aucun risque de perte à l'égard des montants nominaux de référence des instruments dérivés sur taux d'intérêt et des contrats à terme de capitaux propres.

**JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS** La juste valeur des instruments financiers correspond au montant estimatif que la société recevrait ou aurait à payer si le contrat était résilié à la date de clôture de l'exercice. La juste valeur de chaque type d'instrument financier est estimée d'après les méthodes et hypothèses suivantes en fonction de diverses données sur la valeur du marché et d'autres techniques d'évaluation, selon le cas.

La juste valeur des espèces, des quasi-espèces, des placements à court terme, des débiteurs, de la dette bancaire, des effets commerciaux, des créditeurs et charges à payer se rapprochait de leur valeur comptable étant donné leur échéance à court terme.

L'estimation de la juste valeur de la dette à long terme se fondait sur la valeur actualisée des paiements en espèces s'y rapportant, calculée en fonction du taux d'emprunt marginal estimatif de la société pour des dettes ayant des échéances résiduelles identiques.

L'estimation de la juste valeur des instruments dérivés sur taux d'intérêt se fondait sur la valeur actualisée des paiements en espèces des instruments dérivés, calculée en fonction des taux du marché pour des instruments dérivés ayant des échéances résiduelles identiques.

L'estimation de la juste valeur des contrats à terme de capitaux propres a été calculée en multipliant le total des contrats en cours pour l'achat d'actions ordinaires de la société par l'écart entre le cours du marché de ses actions ordinaires et le prix moyen à terme des contrats en cours à la fin de l'exercice.

|  | 2001             |                         | 2000             |                         |
|--|------------------|-------------------------|------------------|-------------------------|
|  | Valeur comptable | Juste valeur estimative | Valeur comptable | Juste valeur estimative |
| Passif de la dette à long terme                      | 3 414 \$         | 3 550 \$                | 2 636 \$         | 2 678 \$                |
| Actif net des instruments dérivés sur taux d'intérêt |                  | 48 \$                   |                  | 14 \$                   |
| Actif net des contrats à terme de capitaux propres   |                  | 30 \$                   |                  | 33 \$                   |

## Note 12. Renseignements supplémentaires

**INFORMATION SECTORIELLE** La société œuvre dans un seul secteur d'exploitation isolable, à savoir la distribution de produits alimentaires. Toutes les ventes à des tiers ont été réalisées au Canada et toutes les immobilisations et tous les écarts d'acquisition étaient attribuables aux activités exercées au Canada.

**PASSIF ÉVENTUEL ET ENGAGEMENTS** La société et ses filiales sont parties et éventuellement assujetties à des réclamations et des litiges divers dans le cours normal de leurs activités se rapportant, entre autres, aux garanties des produits, à la main-d'œuvre et à l'emploi, à l'environnement et aux impôts. Bien que l'issue de ces procédures ne puisse être prévue avec certitude, la direction ne considère pas que le risque auquel la société est exposée en raison de ces litiges soit suffisamment important pour être présenté dans les présents états financiers consolidés.

Les engagements à l'égard de versements nets aux termes de contrats de location-exploitation totalisent 960 \$ (1 192 \$ moins les produits prévus de 232 \$ provenant de la sous-location). Les versements nets pour chacun des cinq prochains exercices et par la suite sont les suivants : 119 \$ en 2002 (après les produits prévus de 45 \$ provenant de la sous-location), 109 \$ en 2003 (après les produits prévus de 39 \$ provenant de la sous-location), 103 \$ en 2004 (après les produits prévus de 34 \$ provenant de la sous-location), 89 \$ en 2005 (après les produits prévus de 31 \$ provenant de la sous-location), 77 \$ en 2006 (après les produits prévus de 27 \$ provenant de la sous-location) et 463 \$ par la suite jusqu'en 2051 (après les produits prévus de 56 \$ provenant de la sous-location).

Les loyers bruts aux termes de contrats de location cédés à d'autres, qui représentent un passif éventuel pour la société, se chiffrent à 230 \$.

Dans le cadre de l'acquisition de Provigo, la société s'est engagée, sur une période de 7 ans à partir de 1999 et sous réserve d'aliénations d'entreprises, à encourager la petite et moyenne entreprise ainsi que les collectivités agricoles québécoises en achetant auprès de fournisseurs québécois, dans le cours normal de ses activités, des biens et des services pour un total au moins égal à celui de 1998. La société a respecté cet engagement en 2001.

**OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS** L'actionnaire majoritaire de la société, George Weston limitée, ses filiales et ses sociétés affiliées sont des apparentés. La politique de la société consiste à mener toutes les opérations avec les apparentés et à acquitter tous les soldes avec ceux-ci selon les conditions normales de commerce. Le total des achats à des sociétés apparentées a représenté environ 3 % du coût des marchandises vendues ainsi que des frais de vente et d'administration.

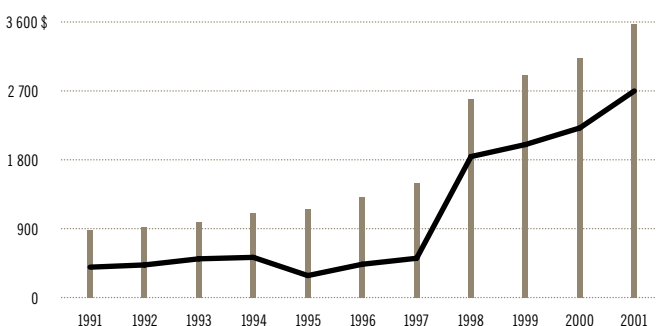
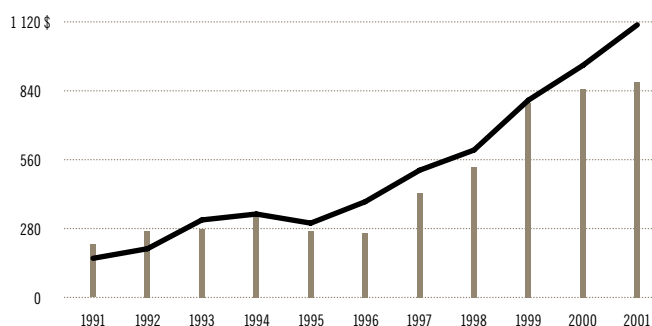
À la suite d'un accord de gestion de placements, la société gère, par l'entremise de Glenhuron, certains éléments d'espèces, de quasi-espèces et de placements à court terme des États-Unis au nom de filiales en propriété exclusive non canadiennes de George Weston limitée. Les frais de gestion étaient basés sur les taux du marché et compris dans les intérêts débiteurs.

À la fin de l'exercice 2000, la société détenait un emprunt net payable à son actionnaire majoritaire, George Weston limitée, de 61 \$, inclus dans la dette bancaire. Les intérêts débiteurs ont été calculés en fonction des taux d'intérêt du marché et inclus dans les intérêts débiteurs à court terme.

## Rétrospective des onze derniers exercices 1)

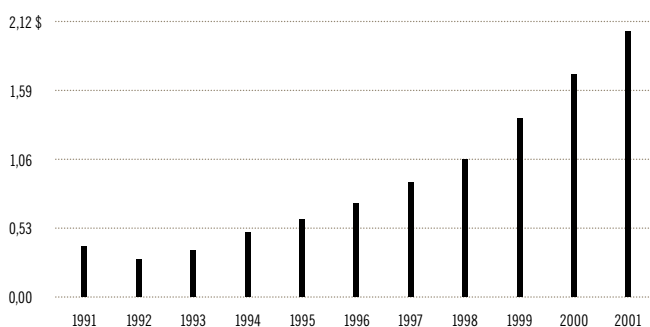
| (en millions de dollars)  | 2001   | 2000   | 1999   | 1998   | 1997   | 1996  | 1995  | 1994   | 1993  | 1992  | 1991  |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES ET BÉNÉFICE</b>   |        |        |        |        |        |       |       |        |       |       |       |
| Chiffre d'affaires  | 21 486 | 20 121 | 18 783 | 12 497 | 11 008 | 9 848 | 9 854 | 10 000 | 9 356 | 9 262 | 8 533 |
| Bénéfice commercial<br>(BAIIA)  | 1 451  | 1 259  | 1 077  | 712    | 573    | 481   | 449   | 410    | 326   | 313   | 328   |
| Bénéfice d'exploitation   | 1 136  | 976    | 811    | 529    | 428    | 361   | 322   | 274    | 203   | 197   | 223   |
| Intérêts débiteurs  | 158    | 143    | 112    | 68     | 44     | 46    | 54    | 63     | 54    | 62    | 63    |
| Bénéfice net  | 563    | 473    | 376    | 261    | 213    | 174   | 147   | 126    | 90    | 76    | 99    |
| <b>SITUATION FINANCIÈRE</b>   |        |        |        |        |        |       |       |        |       |       |       |
| Fonds de roulement  | 290    | (291)  | (397)  | (707)  | 202    | 154   | 179   | 29     | 148   | 145   | 262   |
| Immobilisations   | 4 931  | 4 174  | 3 549  | 3 194  | 2 093  | 1 738 | 1 491 | 1 603  | 1 414 | 1 231 | 1 115 |
| Écart d'acquisition   | 1 599  | 1 641  | 1 685  | 1 363  | 38     | 40    | 42    | 44     | 49    | 52    | 54    |
| Actif total   | 10 008 | 9 025  | 7 979  | 7 105  | 4 013  | 3 531 | 3 197 | 3 042  | 2 743 | 2 504 | 2 362 |
| Total de la dette   | 2 699  | 2 216  | 1 999  | 1 842  | 513    | 435   | 287   | 525    | 506   | 426   | 397   |
| Capitaux propres  | 3 569  | 3 124  | 2 904  | 2 595  | 1 495  | 1 311 | 1 160 | 1 105  | 985   | 916   | 884   |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE</b>   |        |        |        |        |        |       |       |        |       |       |       |
| Flux de trésorerie liés aux<br>activités d'exploitation<br>avant restructuration<br>des acquisitions et<br>autres charges | 875    | 846    | 791    | 530    | 426    | 262   | 270   | 328    | 279   | 269   | 215   |
| Dépenses en<br>immobilisations  | 1 108  | 943    | 802    | 599    | 517    | 389   | 302   | 339    | 315   | 198   | 159   |

- 1) Les termes et ratios financiers utilisés aux présentes sont définis comme suit :
- Bénéfice commercial (BAIIA) – bénéfice d'exploitation avant l'amortissement corporel.
  - Fonds de roulement – actif à court terme moins passif à court terme.
  - Total de la dette – dette bancaire, effets commerciaux, dette à long terme échéant à moins d'un an, dette à long terme et titres équivalant à des emprunts moins les espèces, les quasi-espèces et les placements à court terme.
  - Taux de dividende par action ordinaire (fin d'exercice) – dividende du quatrième trimestre déclaré sur les actions ordinaires, multiplié par 4.
  - Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant restructuration des acquisitions et autres charges par action ordinaire – flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant restructuration des acquisitions et autres charges moins les dividendes versés sur les actions privilégiées, divisés par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice.
  - Dépenses en immobilisations par action ordinaire – dépenses en immobilisations divisées par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice.
  - Valeur comptable par action ordinaire – capitaux propres divisés par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice.
  - Rendement du bénéfice commercial (BAIIA) sur le chiffre d'affaires – bénéfice commercial (BAIIA) divisé par le chiffre d'affaires.
  - Rendement du bénéfice d'exploitation sur le chiffre d'affaires – bénéfice d'exploitation divisé par le chiffre d'affaires.
  - Rendement du bénéfice net sur le chiffre d'affaires – bénéfice net divisé par le chiffre d'affaires.
  - Rendement de l'actif total moyen – bénéfice d'exploitation divisé par l'actif total moyen, excluant les espèces, les quasi-espèces et les placements à court terme.
  - Rendement de l'actif moyen des porteurs d'actions ordinaires – bénéfice net avant les éléments extraordinaires moins les dividendes sur les actions privilégiées divisé par le capital-actions ordinaires moyen, les bénéfices non répartis, le redressement au titre de la conversion de devises et la tranche pertinente du surplus d'apport.
  - Couverture des intérêts sur le total de la dette – bénéfice d'exploitation divisé par les intérêts débiteurs.
  - Total de la dette sur les capitaux propres – total de la dette divisé par les capitaux propres.
  - Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant restructuration des acquisitions et autres charges sur le total de la dette – flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant restructuration des acquisitions et autres charges divisés par le total de la dette.
  - Ratio cours/bénéfice net (fin d'exercice) – cours du marché par action ordinaire divisé par le bénéfice net de base par action ordinaire.
  - Ratio cours du marché/valeur comptable (fin d'exercice) – cours du marché par action ordinaire divisé par la valeur comptable par action ordinaire.

Structure du capital  
(en millions de dollars)Capitaux propres  
Total de la detteFlux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et dépenses en immobilisations  
(en millions de dollars)Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant restructuration  
des acquisitions et autres charges  
Dépenses en immobilisations

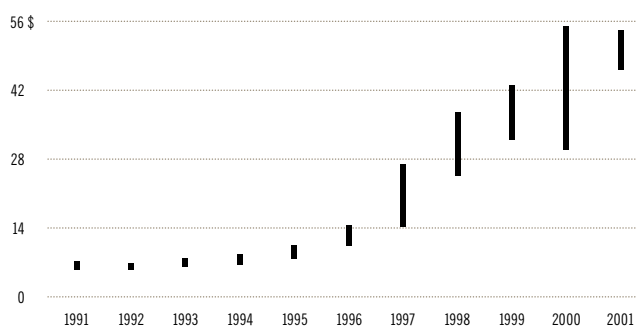
|  | 2001  | 2000  | 1999  | 1998  | 1997  | 1996  | 1995  | 1994 | 1993 | 1992 | 1991 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|------|
| <b>PAR ACTION ORDINAIRE (EN DOLLARS)</b>   |       |       |       |       |       |       |       |      |      |      |      |
| Bénéfice net de base   | 2,04  | 1,71  | 1,37  | 1,06  | 0,88  | 0,72  | 0,60  | 0,50 | 0,36 | 0,29 | 0,39 |
| Bénéfice net de base avant les charges au titre de l'écart d'acquisition   | 2,20  | 1,87  | 1,52  | 1,06  | 0,88  | 0,73  | 0,61  | 0,50 | 0,37 | 0,30 | 0,40 |
| Taux de dividende (fin d'exercice)   | 0,40  | 0,40  | 0,24  | 0,20  | 0,16  | 0,12  | 0,12  | 0,09 | 0,08 | 0,08 | 0,08 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant restructuration des acquisitions et autres charges                          | 3,17  | 3,07  | 2,88  | 2,15  | 1,76  | 1,08  | 1,12  | 1,35 | 1,15 | 1,11 | 0,90 |
| Dépenses en immobilisations  | 4,01  | 3,42  | 2,92  | 2,43  | 2,14  | 1,62  | 1,25  | 1,41 | 1,34 | 0,83 | 0,70 |
| Valeur comptable   | 12,92 | 11,31 | 10,56 | 9,46  | 6,08  | 5,35  | 4,74  | 4,27 | 3,79 | 3,52 | 3,17 |
| Cours du marché (fin d'exercice)   | 51,85 | 50,50 | 35,25 | 37,40 | 26,00 | 14,25 | 10,29 | 7,96 | 7,63 | 6,50 | 5,75 |
| <b>RATIOS FINANCIERS</b>   |       |       |       |       |       |       |       |      |      |      |      |
| Rendement du chiffre d'affaires (%)  |       |       |       |       |       |       |       |      |      |      |      |
| Bénéfice commercial (BAIIA)  | 6,8   | 6,3   | 5,7   | 5,7   | 5,2   | 4,9   | 4,6   | 4,1  | 3,5  | 3,4  | 3,8  |
| Bénéfice d'exploitation  | 5,3   | 4,9   | 4,3   | 4,2   | 3,9   | 3,7   | 3,3   | 2,7  | 2,2  | 2,1  | 2,6  |
| Bénéfice net   | 2,6   | 2,4   | 2,0   | 2,1   | 1,9   | 1,8   | 1,5   | 1,3  | 1,0  | 0,8  | 1,2  |
| Rendement de l'actif total moyen (%)   | 13,4  | 12,8  | 11,9  | 10,9  | 14,2  | 13,6  | 12,3  | 10,6 | 8,6  | 9,0  | 10,5 |
| Rendement de l'actif moyen des porteurs d'actions ordinaires (%)   | 16,8  | 15,7  | 13,7  | 12,8  | 15,3  | 14,2  | 13,4  | 12,5 | 9,7  | 8,8  | 13,4 |
| Couverture des intérêts sur le total de la dette   | 7,2   | 6,8   | 7,2   | 7,8   | 9,7   | 7,9   | 6,0   | 4,3  | 3,7  | 3,1  | 3,5  |
| Total de la dette sur les capitaux propres   | 0,76  | 0,71  | 0,69  | 0,71  | 0,34  | 0,33  | 0,25  | 0,48 | 0,51 | 0,46 | 0,45 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant restructuration des acquisitions et autres charges sur le total de la dette | 0,32  | 0,38  | 0,40  | 0,29  | 0,83  | 0,60  | 0,94  | 0,62 | 0,58 | 0,63 | 0,54 |
| Ratio cours/bénéfice net (fin d'exercice)  | 25,4  | 29,5  | 25,8  | 35,3  | 29,6  | 19,8  | 17,2  | 15,9 | 21,2 | 22,4 | 14,7 |
| Ratio cours du marché/valeur comptable (fin d'exercice)  | 4,0   | 4,5   | 3,3   | 4,0   | 4,3   | 2,7   | 2,2   | 1,9  | 2,0  | 1,9  | 1,8  |

Bénéfice net de base par action ordinaire  
(en dollars)



Bénéfice net de base par action ordinaire

Cours du marché des actions ordinaires  
(en dollars)



Cours du marché par action ordinaire

## Résultats trimestriels 1)

| (en millions de dollars)  | 2001             | 2000             |
|---|------------------|------------------|
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>   |                  |                  |
| 1 <sup>er</sup> trimestre   | 4 545 \$         | 4 287 \$         |
| 2 <sup>e</sup> trimestre  | 4 985            | 4 688            |
| 3 <sup>e</sup> trimestre  | 6 703            | 6 255            |
| 4 <sup>e</sup> trimestre  | 5 253            | 4 891            |
|   | <u>21 486 \$</u> | <u>20 121 \$</u> |
| <b>BÉNÉFICE COMMERCIAL (BAIIA)</b>  |                  |                  |
| 1 <sup>er</sup> trimestre   | 274 \$           | 238 \$           |
| 2 <sup>e</sup> trimestre  | 309              | 272              |
| 3 <sup>e</sup> trimestre  | 393              | 338              |
| 4 <sup>e</sup> trimestre  | 475              | 411              |
|   | <u>1 451 \$</u>  | <u>1 259 \$</u>  |
| <b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>  |                  |                  |
| 1 <sup>er</sup> trimestre   | 204 \$           | 175 \$           |
| 2 <sup>e</sup> trimestre  | 239              | 208              |
| 3 <sup>e</sup> trimestre  | 296              | 250              |
| 4 <sup>e</sup> trimestre  | 397              | 343              |
|   | <u>1 136 \$</u>  | <u>976 \$</u>    |
| <b>BÉNÉFICE NET</b>   |                  |                  |
| 1 <sup>er</sup> trimestre   | 93 \$            | 77 \$            |
| 2 <sup>e</sup> trimestre  | 115              | 95               |
| 3 <sup>e</sup> trimestre  | 138              | 113              |
| 4 <sup>e</sup> trimestre  | 217              | 188              |
|   | <u>563 \$</u>    | <u>473 \$</u>    |
| <b>BÉNÉFICE NET DE BASE PAR ACTION ORDINAIRE (EN DOLLARS)</b>   |                  |                  |
| 1 <sup>er</sup> trimestre   | 0,34 \$          | 0,28 \$          |
| 2 <sup>e</sup> trimestre  | 0,41             | 0,34             |
| 3 <sup>e</sup> trimestre  | 0,50             | 0,41             |
| 4 <sup>e</sup> trimestre  | 0,79             | 0,68             |
|   | <u>2,04 \$</u>   | <u>1,71 \$</u>   |
| <b>BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE (EN DOLLARS)</b>   |                  |                  |
| 1 <sup>er</sup> trimestre   | 0,34 \$          | 0,28 \$          |
| 2 <sup>e</sup> trimestre  | 0,41             | 0,34             |
| 3 <sup>e</sup> trimestre  | 0,50             | 0,41             |
| 4 <sup>e</sup> trimestre  | 0,78             | 0,67             |
|   | <u>2,03 \$</u>   | <u>1,70 \$</u>   |
| <b>BÉNÉFICE NET DE BASE AVANT LES CHARGES AU TITRE DE<br/>L'ÉCART D'ACQUISITION PAR ACTION ORDINAIRE (EN DOLLARS)</b> |                  |                  |
| 1 <sup>er</sup> trimestre   | 0,38 \$          | 0,32 \$          |
| 2 <sup>e</sup> trimestre  | 0,45             | 0,38             |
| 3 <sup>e</sup> trimestre  | 0,55             | 0,46             |
| 4 <sup>e</sup> trimestre  | 0,82             | 0,71             |
|   | <u>2,20 \$</u>   | <u>1,87 \$</u>   |

1) Se reporter à la page 48 pour les définitions des termes financiers.